

dans les pays de la CE à compter du 1<sup>er</sup> octobre de la même année. Une étude de la CE, portant sur les aspects et les conséquences scientifiques du processus d'élimination des éléments malsains d'un troupeau, devait être présentée le 1<sup>er</sup> septembre 1983, et une révision de la résolution en question est prévue pour le 1<sup>er</sup> octobre.

Aux termes de l'Accord de pêche à long terme Canada-CE (ALT), le Canada devait obtenir des taux de droits avantageux pour l'écoulement de ses produits de la pêche sur le marché de la CE, en échange de quoi les pêcheurs de la Communauté devaient se voir accorder des quotas supplémentaires pour leurs prises dans les eaux canadiennes. Insatisfait de la façon dont la CE s'est acquittée de sa partie de l'accord, le Canada demande réparation pour manque à gagner en 1982; sa réaction a été de n'accorder qu'une faible partie des permis qui auraient normalement dû être octroyés aux bâtiments de la Communauté au début de 1983. L'avenir de l'ALT a fait l'objet d'intenses discussions et négociations entre le Canada et la CE. Les deux parties cherchent un moyen satisfaisant de régler le litige de façon à ce que l'accord serve leurs intérêts respectifs.

### **Le Royaume-Uni**

Dans nos relations avec le Royaume-Uni, l'événement marquant de l'année aura été l'adoption par le Parlement britannique du *Canada Act* autorisant le rapatriement de la Constitution canadienne. La Grande-Bretagne est demeurée notre principal partenaire commercial en Europe; c'est en effet sur ce marché qu'a été écoulé près du tiers de nos exportations à destination de l'Europe de l'Ouest pour 1982. Sur le plan de la balance commerciale entre les deux pays, le Canada a une fois de plus enregistré un excédent qui s'est chiffré à 820 millions de \$ pour un volume total de 4,6 milliards de \$ en échanges. Le Canada a appuyé les mesures prises par la Grande-Bretagne pour défendre les îles Falkland. La visite effectuée au Canada en octobre par le secrétaire britannique au Foreign Office a contribué à renforcer les liens de longue date entre les deux pays.

### **France**

Face à la volonté manifestée par les deux parties de consolider leurs relations, nos contacts officiels avec la France se sont sensiblement accrus. Étant donné que les Français et beaucoup de Canadiens parlent la même langue, nos échanges avec ce pays touchent tout autant la culture que l'économie. Les échanges culturels et universitaires entre les deux pays ont visiblement augmenté depuis 1980. Ce rapprochement a été souligné par les visites effectuées d'un côté comme de l'autre de l'Atlantique par les premiers ministres des deux pays. Lors de son passage au Canada en avril, M. Mauroy s'est rendu à Ottawa et a également séjourné au Québec, en Ontario et au Nouveau-Brunswick. Lorsque le Premier ministre Trudeau s'est rendu en visite officielle en France au mois de novembre, il en a profité pour souligner la nécessité d'accroître la coopération industrielle. Il n'a pas manqué d'encourager l'industrie et le milieu des affaires français à établir des liens durables et à collaborer avec les Canadiens. Les réunions des comités mixtes scientifique et économique tenues en mars et en avril, de même que les échanges de visites entre ministres et hauts fonctionnaires des deux pays ont constitué autant d'occasions d'élargir les perspectives de coopération entre la France et le Canada.

Les négociations qui ont eu lieu à Paris en janvier 1983 pour régler le différend qui oppose le Canada et la France au sujet de la délimitation des frontières maritimes n'ont pas abouti. Ces négociations avaient débuté en 1977, après l'élargissement à 200 milles de la zone de pêche canadienne et l'établissement par la France d'une zone économique de 200 milles le long des côtes de Saint-Pierre-et-Miquelon. Les navires français ont continué à pêcher en eaux canadiennes conformément à l'accord de pêche signé par la France et le Canada en 1972.

### **République fédérale d'Allemagne**

La République fédérale d'Allemagne (RFA) a été le deuxième client en importance du Canada en Europe pour 1982; si nos exportations totales à destination de l'Europe ont fléchi de 15,8 pour cent, la baisse n'aura été que de 2,8 pour cent dans le cas de l'Allemagne de l'Ouest.

La création en 1981 d'une équipe de gestion RFA-Canada aura fortement influé sur le cours des relations entre les deux pays. En mars 1982, les hauts fonctionnaires faisant partie de cette équipe profitaient d'une rencontre tenue à Ottawa, au cours de laquelle devaient être définis les secteurs les plus susceptibles de se prêter à une coopération économique et commerciale, pour lancer un programme d'activités intensives axé sur la petite et la moyenne entreprise. Organisées dans le cadre d'un programme permanent d'information, les journées du Canada tenues à Stuttgart ont remporté un franc succès. À l'occasion d'une visite effectuée en Alberta et à Ottawa au mois d'août, le ministre allemand des Affaires économiques, M. Lambsdorff, a eu avec plusieurs ministres canadiens des entretiens qui ont permis de faire un tour d'horizon complet des relations économiques et commerciales qu'entretiennent les deux pays. Au cours du même mois, le chancelier Schmidt s'est rendu dans le Nord canadien et il a eu des entretiens avec le Premier ministre à Ottawa. En octobre, une mission représentant les industries allemandes du pétrole et du gaz a fait une tournée dans cinq provinces, où elle est entrée en contact avec plus d'une centaine d'entreprises. Le gouvernement canadien a ouvert à Munich un nouveau consulat général chargé principalement de traiter de questions commerciales.

En octobre, M. Helmut Kohl, chef de la démocratie chrétienne, a été élu chancelier après que le social-démocrate Helmut Schmidt eût été défait au *Bundestag* par une motion de censure. En novembre, le Premier ministre canadien et le chancelier Kohl ont fait des projets d'avenir lors de leurs entretiens de Bonn, profitant de l'occasion pour exprimer le souhait que les deux pays continuent d'avoir des relations chaleureuses et de coopérer.

### **Pays-Bas**

Les Pays-Bas viennent toujours au troisième rang de nos partenaires commerciaux européens, derrière le Royaume-Uni et l'Allemagne de l'Ouest. Les consultations que tiennent régulièrement les deux gouvernements dans un cadre informel sur toutes sortes de questions internationales comme les relations Est-Ouest, le dialogue Nord-Sud et les affaires des Nations Unies, sont le fondement des relations entre les deux pays. Grâce aux efforts consentis tant par le Canada que par les Pays-Bas, d'importants échanges culturels ont pu avoir lieu; signalons en particulier l'octroi de chaires de professeurs